



INTERVENTION UNSA SUR LA DM DU BP 2020

Monsieur le Président,
Mes chers collègues,

La décision modificative qui nous est présentée est portée par une volonté politique annoncée comme forte pour le soutien de la transition économique, en complément du plan de première urgence présenté en juillet. Les annulations de dépenses en DM en cette période de l'année sont de coutume. Leur montant est toutefois cette année très important.

Certains éléments de compréhension nous manquent pour distinguer, parmi ces annulations, les dépenses qui sont définitivement supprimées du fait de la crise sanitaire, de celles qui seront reportées sur un exercice ultérieur. De même, la présentation des reports ou des nouvelles dépenses par pilier aurait permis de mieux comprendre les choix concrets. A défaut d'y voir clair nous comprenons ce plan plus comme un plan de redéploiement que de relance.

Nous actons favorablement le fait que les choix budgétaires soient faits en maintenant le cap des décisions votées dans le cadre de « Néo Terra ».

Du fait du caractère exceptionnel de la crise, nous aurions apprécié une présentation plus précise des comptes qui nous permette de comprendre mieux les motifs des choix politiques d'abandon ou de de report et la déclinaison concrète dans le budget. Nous constatons un nombre important de dépenses annulées d'un montant inférieur à celui des dépenses supplémentaires provisionnées dans le cadre de la relance économique. Nous prenons acte du fait que les choix de report se font en grande partie sur des dépenses en lien avec la mobilité, tant en termes d'investissement que d'entretien. De même nombre d'abandons se font sur le pilier jeunesse ce qui aurait mérité un peu plus d'explications.

La crise sanitaire impacte fortement le budget de la région, c'est indéniable ; et ceci pour longtemps et il sera d'autant plus important de bien cerner les enjeux des choix qui sont faits, notamment en matière d'investissement.

RECETTES /ENDETTEMENT

La question des recettes :

Une fois de plus nous ne pouvons que déplorer la volatilité des ressources. Le manque de stabilité contribue à fragiliser les décisions financières. C'est ainsi que le remplacement de la part régionale de CVAE au profit de l'ETAT compensée par une part de TVA supplémentaire peut s'entendre comme un nouveau changement de la construction financière. L'UNSA se demande si ce changement de financement à terme ne risque pas de rendre la Région encore plus dépendante de l'ETAT : La CVAE était le reflet de la dynamique économique de la Région, ce qui n'est pas le cas de la TVA. Si pour cette année la part de TVA compense intégralement la perte des recettes CVAE, nous nous interrogeons sur les modalités de calcul de la part qui sera attribuée à la Région à partir de 2021. Par ailleurs, pour ce qui concerne les recettes à court terme, il est fort dommage que les

Régions , dont la nôtre, ne connaissent pas encore le montant de la dotation qui leur sera versée par l'Etat dans le cadre du plan de relance pour compenser ,entre autres, les pertes de recettes fiscales dues à la crise. Son montant aura un impact déterminant sur le budget de la Région et sur son niveau d'endettement.

Sur la question de l'emprunt :

Nous notons donc un crédit de paiement de 106 millions d'euros, dont 71 millions dès 2020 et le solde pour 2021. On nous avait annoncé un recours à la dette, qui est finalement réduit de 38 millions pour être ramené au total à 588 millions d'euros. Malgré cette diminution, l'impact sur l'endettement global de la Région est d'importance (impact d'une quinzaine d'années). La prudence en matière d'endettement reste de mise car à ce jour nous n'avons pas de visibilité sur l'intégralité des conséquences de la crise sanitaire, n'en percevant hélas que les tous premiers impacts. Nous notons favorablement certains projets visant à changer les modes de financements avec notamment la préparation d'emprunts obligataires qui diversifieront les financements ou, dans le cadre des dépenses, le choix de financer massivement l'ingénierie locale, fort levier de renouveau économique.

DÉPENSES D'INTERVENTION

L'UNSA s'interroge sur certaines annulations et reports prévus en matière de travaux dans les lycées qui nécessiteraient davantage de précisions et sera attentive à ce que les retards pris ne remettent pas en cause l'ambition du PPI, indispensable pour répondre aux enjeux de la pression démographique, de la rénovation des bâtiments et des internats ainsi qu'aux enjeux énergétiques.

Par ailleurs, l'UNSA est particulièrement attentive aux annulations de dépenses liées aux reports de projets. Ces derniers peuvent pénaliser les porteurs de projets et engendrer des surcoûts. Pour l'UNSA il serait souhaitable que le Conseil Régional donne les raisons de ces décalages. L'UNSA veillera à ce que les crédits annulés soient, sauf cas particuliers, reportés dans le budget 2021.

Pour les aides aux entreprises, nous regrettons que le Conseil Régional ne propose pas de critères d'éco-socio- conditionnalité de nature à les inciter à repenser leur fonctionnement face à la crise et aux mutations nécessaires et ne se dote pas de moyens de contrôle et de suivi pour éviter les effets d'aubaine.

RESSOURCES HUMAINES ET MOYENS GENERAUX

Les contraintes budgétaires, actuelles ou à venir, vont vraisemblablement impacter les ressources humaines de la Région. L'UNSA souhaite que tous les agents de la Région, soient préservés dans les prestations sociales dont ils bénéficient, et s'agissant des contractuels, confortés.

CONCLUSION

La situation financière de la collectivité s'avère préoccupante pour 2020 et de plus fortes inquiétudes pèsent sur les exercices 2021 et 2022 si la Région ne bénéficie pas de recettes supplémentaires. En effet, elle sera alors contrainte de procéder à des choix drastiques qui pourraient nuire au développement du territoire compte tenu de la part des dépenses d'intervention dans les dépenses de la Région.

Au regard de cette crise, face à la mise en évidence des inégalités sociales, territoriales accentuées et la mise à mal d'un modèle de société, d'organisation du système de santé, de consommation et de production, comme l'ont déjà fait d'autres pays et comme le soutient l'économiste Joseph Stiglitz, l'UNSA souhaite que nous disposions pour les prochains budgets d'autres indicateurs que ceux du PIB , basés sur « une économie du bien-être » prenant en compte la santé, l'éducation, l'environnement, la sécurité, les inégalités...

L'UNSA votera le projet d'avis